

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18227 - 71ÈME ANNÉE

Canne à sucre, projet de route en mer et union de la droite

Deux conférences de presse de Paul Vergès ébranlent toutes les certitudes

Paul Vergès a tenu deux conférences de presse au cours de ces sept derniers jours. Force est de constater que cette initiative a déstabilisé des plans déjà établis. La canne à sucre est revenue dans le débat des élections régionales. C'est ce que montrent les présidents des deux collectivités qui ont écrit au président de la République pour lui rappeler ses engagements. Quant au scandale à venir sur la nouvelle route du littoral, il fait interroger sur le maintien de l'union de la droite sous direction de Didier Robert. Toutes les certitudes sont donc ébranlées, et ce n'est pas fini.



Le tram-train sera au coeur du débat des régionales : l'empressement des candidats à présenter des projets de train ne montre-t-il pas qu'ils n'ont qu'une croyance limitée dans la réalisation de la route en mer de Didier Robert.

Le 21 août dernier, Paul Vergès a tenu une conférence de presse. Au début de la rencontre avec les journalistes, il a précisé qu'une série de trois rendez-vous de ce type est prévue. Une seconde s'est tenue

depuis et la troisième aura lieu prochainement.

Au bout de deux conférences sur trois, l'impact sur la situation politique est indéniable. À trois mois des élections régionales, les lignes

ont enfin commencé à bouger.

Le 21 août, le thème choisi par le sénateur était la filière canne-sucre. Paul Vergès a présenté une analyse, montrant que la filière va droit dans le mur. L'urgence posée aux candi-

Le président de la Région Réunion a précisé le sénateur.

Région et Département interpellent François Hollande

La situation est en effet critique. Il reste moins de deux ans avant que le sucre réunionnais entre en concurrence directe, et sans protection, avec les autres productions sur le marché européen. Pour compenser la perte du quota et du prix garanti, la filière canne-sucre avait demandé une augmentation de 38 millions d'euros de l'aide annuelle versée par l'État, et l'exclusion des sucres roux de canne des négociations entre l'Union européenne et des pays tiers. Le 21 août 2014, le président de la République s'était engagé à soutenir ses deux demandes. Force est de constater qu'un an après, la situation n'a pas évolué favorablement. Le sénateur a souligné en particulier qu'au sein du gouvernement, des voix s'élèvent contre la promesse des 38 millions d'euros supplémentaires, ce qui explique le retard pris. La crise de l'élevage montre ce qui attend les planteurs dans deux ans. Paul Vergès a donc informé sur l'ampleur du problème, et sur l'inaction des candidats aux élections régionales sur cette question qui touche 100.000 personnes. Cela a eu des conséquences.

4 jours après cette conférence de presse, les présidents de la Région et du Département ont écrit à François Hollande. Ils rappellent « l'urgence à concrétiser les engagements », notamment « compenser financièrement la fin de la préférence communautaire et de la politique des quotas sucriers ». Ils regrettent que la Commission européenne ait négocié un accord commercial permettant au Vietnam d'exporter vers l'Europe des sucres spéciaux. « S'il devait être confirmé, cet accord ne manquerait pas d'affecter le marché européen des sucres spéciaux et de déstabiliser un peu plus notre filière. Ces conséquences seraient rendues encore plus graves du fait que nous sommes dans un contexte de multiplication des accords de libre-échange susceptibles d'accroître encore la concurrence dans ce secteur. Conclusion : « il convient, sous votre autorité politique, que l'Union européenne sache qu'elle ne peut brader un modèle qui a prouvé



Saint-Denis, le 25 AOÛT 2015

Monsieur le Président de la République,

Les réformes successives de la politique agricole commune au cours des dernières années ont conduit à une profonde modernisation de la filière canne-sucre-rhum-énergie à La Réunion.

Soutenue par une politique commune, elle a pu mener des efforts importants de productivité et gagner en compétitivité pour mieux s'adapter aux évolutions des marchés.

Cependant l'échéance de la fin des quotas sucriers telle qu'arrêtée dans le cadre de la nouvelle PAC 2014-2020 a marqué un changement fondamental dans la manière dont l'Union européenne accompagnera désormais la production sucrière de La Réunion.

Dans ce nouveau contexte, il y a évidemment urgence à concrétiser les engagements que vous avez pris en faveur de la filière à l'occasion de votre déplacement dans notre île en août 2014. Notamment en ce qui concerne la nécessité pour la France de compenser financièrement les effets de la fin de la préférence communautaire et de la politique des quotas sucriers.

Nous n'avons évidemment aucune raison de douter de la valeur de cet engagement, mais vous pouvez néanmoins compter sur nous pour rappeler son existence autant que nécessaire.

C'est d'autant plus important que l'actualité des dernières semaines a mis en évidence de nouvelles difficultés liées plus spécifiquement à l'ouverture du marché européen aux sucres spéciaux des pays-tiers dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux conclus par l'Union européenne.

Si l'exclusion des sucres spéciaux avait été obtenue dans le cadre des négociations des accords commerciaux entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud, nous regrettons que cette même approche n'ait pas été inscrite dans le mandat de négociation du tout récent accord commercial UE/ Vietnam.

S'il devait être confirmé, cet accord ne manquerait pas d'affecter le marché européen des sucres spéciaux et de déstabiliser un peu plus notre filière. Ces conséquences seraient rendues

4 jours après la conférence de presse de Paul Vergès sur la crise de la canne à sucre, les présidents de la Région et du Département ont écrit à François Hollande pour lui rappeler ses engagements dans ce domaine.

son efficience ». Et de rappeler les milliers d'emplois en jeu.

Retrait de Didier Robert ?

Le 25 août, Paul Vergès a tenu une conférence de presse pour expliquer les conséquences d'un scandale qui sera bientôt révélé. Il touche aux conditions d'attribution des marchés de la nouvelle route du littoral. Cela fait déjà plusieurs mois que des gendarmes sont venus perquisitionner à la Région Réunion. Le président de la Région a été entendu. Des articles de presse ont annoncé la mise en cause d'élus.

Paul Vergès a donc proposé à Didier Robert de se constituer partie civile pour avoir accès au dossier.

Le 26, au lendemain de la conférence de presse, le Journal de l'île a consacré son éditorial à l'affaire. Hier le 27, le Quotidien a évoqué une conséquence possible. C'est la fin de l'union de la droite sous la direction de Didier Robert. Notre confrère précise que du côté du Sud, certains seraient prêts à re-

Tous sont pour le train

Une coïncidence vient encore renforcer l'impact des propos tenus le 25 par le sénateur. C'est la publication hier dans le JIR d'un dossier sur les réseaux ferrés. Les candidats déjà proclamés à un poste de président de Région ne peuvent faire l'impasse sur un tel équipement. C'est bien la confirmation que le train se fera, ce qui rend plus hypothétique encore la poursuite du projet de la route en mer. Les crédits ne sont pas extensibles, et chacun sait que l'argent englouti dans la réalisation d'une nouvelle route du littoral rendra impossible le financement d'un chemin de fer à La Réunion.

Deux conférences de presse sur les trois annoncées se sont déjà tenues. Elles ont amené à des actions et des prises de position qui font bouger les lignes, et ce n'est qu'un début.

M.M.

Édito

Le piège de l'émigration se referme sur l'Europe

Les images et les commentaires sur la vie des migrants sont de plus en plus insoutenables. Cela se passe aux portes de l'Europe, d'où des peuples ont migré dans le monde entier, pour répandre les valeurs de l'Occident blanc. Ils ont organisé le commerce d'hommes et de femmes, pratiqué le génocide de populations autochtones, exploité de la main d'œuvre importée et pillé les richesses locales.

Cela ne leur suffisait pas : il fallait qu'ils fomentent des conflits, voire des guerres provoquant la destruction, la famine et l'exode de population fuyant le désastre. Regardez le paysage de désolation laissé en Irak, en Syrie et en Libye, pour ne prendre que ces 3 exemples. C'est d'ailleurs de ces pays que sont originaires la plupart des migrants qui tentent d'entrer en Europe.

Les dirigeants sont pris dans le piège d'ouvrir les frontières, mais ils se heurtent aux conséquences sur les populations locales, de plus en plus xénophobes. Leur crédibilité s'effondre devant l'impossibilité d'appliquer les dogmes sur la liberté de circulation des personnes, érigés en Droits de l'Homme pour

contre carrer l'influence des Communistes, présentés comme des dictateurs. On se rappelle de la réplique de Deng Xiaoping à Henry Kissinger : combien de millions en voulez-vous ?

Si l'Europe répond à la demande des migrants, elle ne pourra pas arrêter le flot. Si elle ne répond pas, elle sera montrée du doigt et culpabilisée. Le piège de l'émigration se referme sur l'Europe de plus en plus déshumanisée et sans cœur.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Sommet de Vienne sur de fond de crise migratoire

L'espace Schengen menacé

Au moment où se tenait le Sommet de Vienne, les 27 et 28 août, une vingtaine de personnes ont été retrouvées mortes dans un camion en stationnement sur une autoroute de l'est de l'Autriche, non loin de la Hongrie. Au départ, les dirigeants devaient parler coopération régionale, mais l'afflux de migrants en Europe a modifié l'ordre du jour.



En Hongrie, construction par les soldats d'un mur de barbelés aussi tranchants que des lames de rasoir. Face aux réfugiés toujours plus nombreux se dresse une forteresse Europe. (photo András Hajdú - IRIN)

Pour la chancelière allemande Angela Merkel, cette nouvelle un avertissement pour l'Europe qui doit résoudre la crise des migrants. « Aujourd'hui est un jour sombre (...) ce drame nous affecte tous », a pour sa part déclaré la ministre de l'Intérieur autri-

chienne Johanna Mikl-Leitner. Les équipes médico-légales ont indiqué qu'il faudrait plusieurs jours pour parvenir à des conclusions, quant à la mort de ces 20 à 50 personnes.

Des réponses sont attendues

Mais, déjà le ministre autrichien des Affaires étrangères Sebastian Kurz a prévenu que son pays pourrait envisager d'introduire

des mesures plus musclées contre les migrants, via des contrôles plus stricts à la frontière, si aucune réponse n'était apportée pendant ce sommet.

La Serbie et la Macédoine ont également appelé l'Union européenne à agir lors de ce sommet. « A moins d'avoir une réponse européenne à cette crise [...], personne ne doit nourrir l'illusion que cela peut être réglé », a indiqué le ministre macédonien des affaires étrangères, Nikola Poposki. « Nous devons agir maintenant » a souligné ce dernier, dont le pays accueille chaque jour 3.000 migrants venant de Grèce.

Son homologue serbe, Ivica Dacic, a souhaité un « plan d'action » européen, plus apte que les 10 actions proposées en mai. Ce dernier a déploré que son pays est « en train de supporter le poids du problème ». Ajoutant que « nous faisons face à la plus grande crise de réfugiés depuis la Seconde guerre mondiale ».

L'Italie, la Grèce et la Hongrie ont été accusés par certains de leurs partenaires de laisser passer les réfugiés. Répondant à ces critiques, le chef de la diplomatie italienne, Paolo Gentiloni, a qualifié son pays de « modèle positif » sauvant « des dizaines de milliers de vies humaines » en Méditerranée.

Ce dernier a indiqué que « l'Europe a besoin d'aller dans la direction exactement opposée à celle qui consiste à taper sur les pays situés sur sa frontière extérieure ». Il souhaite désormais une « européanisation de la gestion des flux ».

« L'absurdité du système d'asile européen »

Amnesty International a de son côté exhorté les dirigeants européens et des Balkans occidentaux à réévaluer et refonder les politiques et pratiques de l'Europe en matière d'asile. D'autant que « les arrivées dans les zones frontalières entre l'Europe et les Balkans se multiplient » a estimé l'ONG. Cette dernière a dénoncé l'utilisation par la police hongroise du gaz lacrymogène contre des réfugiés et des migrants mercredi 26 août, et la dégradation des conditions d'accueil en Grèce.

Dans un communiqué Amnesty international proteste contre la fermeture progressive des frontières de « la forteresse Europe (...) à ceux qui ont besoin d'une protection internationale ».

Pour Gauri van Gulik, directrice adjointe du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International, « ce que nous observons aux frontières européennes est symptomatique de l'absurdité du système d'asile européen ».

La position européenne est de plus en plus décriée, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a de nouveau invité mercredi 26 août « les pays, en Europe et ailleurs, à faire preuve de compassion et à faire beaucoup plus pour venir à bout de la crise » migratoire.

En dépit des bonnes intentions, les 28 ne parviennent pas à s'accorder sur une répartition équitable des demandeurs d'asile et peinent à mettre en place les centres censés soulager les pays de première ent-

rée (la Grèce et l'Italie) dans l'UE pour faire le tri entre migrants économiques et réfugiés.

D'autant que certains dirigeants européens, dont Paolo Gentiloni, affirment que « les migrants arrivent en Europe, pas en Italie, en Grèce, en Allemagne ou en Hongrie. Au train où vont les choses, on risque de remettre Schengen en cause ». Un vice-Premier ministre tchèque, Andrej Babis, aurait selon l'AFP appelé à la « fermeture » de la frontière extérieure de l'espace Schengen pour « défendre » cette zone de libre circulation.

@celinetabou

Démantèlement du bidonville du Samaritain à la Courneuve

UNICEF : « Quelle solution pour les enfants ? »

Dans un communiqué diffusé hier, l'UNICEF demande aux autorités françaises d'agir pour protéger les intérêts des enfants concernés par le démantèlement d'un bidonville à la Courneuve près de Paris.

Après plusieurs jours sous la menace d'un démantèlement imminent, et ce malgré les interpellations des acteurs de terrain en faveur d'une solution pérenne, le bidonville du Samaritain à la Courneuve est évacué cet après-midi. Comme l'a rappelé le Défenseur des Droits, dans un communiqué de presse du 18 août, environ 80 familles et une centaine d'enfants se retrouvent déplacés, sans solution durable et adaptée.

L'UNICEF France s'inquiète de cette décision sans alternative qui intervient à la veille de la rentrée scolaire. L'UNICEF France appelle les autorités, locales comme nationales, à assurer l'accompagnement social, sanitaire et scolaire des enfants et des familles concernés par ce nouveau démantèlement, conformément à la circulaire du 26 août 2012.

Loin d'être une initiative isolée, l'évacuation du bidonville du Samaritain, comme celles intervenues auparavant, semble constituer la principale réponse apportée par les autorités à la situation des populations vivant dans ces habitats précaires.

Les droits fondamentaux à l'éducation, à la protection ainsi qu'à la santé sont inscrits dans la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE) ratifiée par la France.

L'UNICEF France appelle les pouvoirs publics à respecter cet engagement international et mettre tout en œuvre pour favoriser le bien-être et la protection de tous les enfants présents sur le territoire national.

Indignation et colère après les conditions proposées par les Britanniques pour un retour éventuel

Les Chagossiens exigent le respect de leurs droits

La Grande-Bretagne vient de proposer un retour au Chagos sous conditions aux Chagossiens qui ont été déportés de leur pays pour que les États-Unis puissent y installer la base d'agression de Diego Garcia. Par exemple, les Britanniques refusent aux Chagossiens le droit d'accueillir des visiteurs dans leurs îles. Le Groupe Réfugiés Chagos refusent ces conditions indignes et poursuit le combat. Voici un extrait d'un article du journal « Le Mauricien » qui rend compte de ces derniers événements.

Le projet de Resettlement concocté par Londres pour accueillir entre 150 et 1 500 Chagossiens dans l'archipel, dépendant des conclusions d'un projet pilote, se heurte à un premier obstacle majeur. Le Groupe Réfugiés Chagos, qui regroupe la majorité des descendants d'exilés, rejette de manière catégorique les conditions contraignantes imposées par les autorités britanniques à cet effet. Cette décision a été entérinée lors d'une assemblée des Chagossiens au centre de Pointe-aux-Sables hier. Le leader du GRC, Olivier Bancoult, a annoncé que toute la question sera évoquée lors de la prochaine visite de deux émissaires du Foreign and Commonwealth Office de Londres à partir du 13 septembre. Il s'est appesanti sur le fait qu'avec le rejet de ces conditions, la communauté chagossienne ne renonce nullement au retour dans leur archipel natal.

Les consultations et surveys engagés par les autorités britanniques auprès des Chagossiens à Maurice, aux Seychelles et à Crawley en Grande-Bretagne, au sujet d'un projet pilote de Resettlement dans l'archipel, font face à un premier obstacle en attendant que les autorités mauriciennes ne se décident à agir en faisant usage d'autres moyens diplomatiques et juridiques. Les Chagossiens dénoncent avec forces les conditions attachées à ce retour par Londres. Ces détails sont inclus dans un document intitulé « British Indian Ocean Territory Policy Review of Resettlement Consultation with Interested Parties ». Un questionnaire en dix-sept parties accompagnant ce document doit être rempli avant le 27 octobre par des Chagossiens intéressés par

cette dernière initiative, ressemblant plus à un piège des Anglais.

« Comme j'avais eu l'occasion de le dire la semaine dernière, les Chagossiens, réunis en assemblée, après avoir pris connaissance de ces développements, ont exprimé sans hésitation leur désaccord avec la démarche des Anglais. Les conditions imposées par le Foreign and Commonwealth Office ne font que bafouer davantage les droits fondamentaux des Chagossiens. C'est inacceptable et je pense que Londres aura compris qu'elle ne pourra pas poursuivre dans cette voie », a déclaré en substance Olivier Bancoult après la réunion d'hier.

Pour mieux exprimer la colère et l'indignation des Chagossiens face aux Anglais, le leader du GRC cite en exemple deux des conditions pour le retour dans l'archipel à la lumière des conclusions de l'étude de faisabilité de KPMG. Au chapitre de

« Transport/Access to BIOT », le document du FCO fait ressortir que les Chagossiens auront à encourir les frais de déplacement par vols charter et en bateau, car aucun vol commercial ne sera autorisé dans l'archipel. Plus grave encore est le fait que « Resettled Chagosians would not be able to have visitors in Diego Garcia ».

Sur ce dernier point, la colère des Chagossiens est profonde. « Cette condition à l'effet que nous n'allons pas recevoir de visites constitue une véritable atteinte à notre dignité. Même des prisonniers ont droit à des visites. Pourquoi pas nous quand nous serons installés dans nos îles ? Les Anglais veulent nous traiter comme des Contract Workers. Ce n'est nullement acceptable car nous sommes les Belongers. Nous n'accepterons jamais une telle proposition », souligne avec force Olivier Bancoult.

«Non aux intimidations !»

Il faut croire que notre confrère du Journal de l'île de La Réunion ne se trompe pas en enquêtant sur des pratiques douteuses dans certaines collectivités... Lundi dernier, son épouse a reçu un appel anonyme qui évoquait cette enquête et conseillait à la dame de fouiller plutôt dans la vie personnelle de son compagnon. Un appel qui a confirmé les soupçons de notre confrère, qui avait remarqué une voiture qui le suivait bizarrement dans sa résidence.

Il s'agit là de méthodes d'intimidation qui relèvent plus de comportements mafieux que de réactions de citoyens honnêtes. La campagne électorale pour les élections régionales leur fait-elle perdre la tête ? Manque de chance pour le ou les auteurs de ces actes : ils confortent le journaliste dans son choix de poursuivre son enquête, afin de donner toutes les informations utiles à ses lecteurs.

Le Syndicat national des journalistes, premier syndicat de la profession, apporte tout son soutien à notre confrère. Non aux intimidations !

SNJ Réunion

Billet philosophique

La prise de conscience des grands changements à réaliser

Beaucoup de philosophes du monde entier et de tous les temps ont attiré l'attention des citoyennes et des citoyens sur l'importance de prendre conscience des questions essentielles à se poser pour donner un sens à notre existence. Ce problème est particulièrement important dans un contexte où l'humanité est menacée de disparition, comme le dit le philosophe Yves Paccalet, et où le système de communication dominant n'a pas pour objectif de réaliser cette tâche morale essentielle.

Comment se réalise aujourd'hui la résistance du peuple réunionnais face aux actions mises en œuvre par les acteurs médiatico-politiques dominants pour détourner son attention des problèmes essentiels à résoudre chaque jour en s'attaquant notamment à leurs causes ? Nous allons en citer trois exemples d'actualité, en commençant par le sens profond donné par le Komité Éli et ses partenaires lors de la célébration réunionnaise de la Journée Internationale du Souvenir de la Traite Négrière et de son abolition le 23 août dernier.

À cette occasion, plusieurs intervenants ont évoqué l'importance de cultiver notre mémoire historique pour continuer à lutter nous-mêmes aujourd'hui contre les diverses formes d'esclavages, d'injustices, de racismes, de mépris et de dominations de "nout nasyon". Et comme cela est écrit sur une belle banderole exposée par le Komité Éli en hommage aux esclaves révoltés de la région de Saint-Leu en novembre 1811 : « yèr la vanzé, zordi sobatt ».

« Tisser la toile mondiale de la fraternité »

Autre exemple de la pensée réunionnaise concentrée sur les questions essentielles de notre temps : l'éditorial du Père Stéphane dans le dernier numéro de "Timot", la revue du Centre Saint Ignace, où il est notamment question des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), qui devront être adoptés en septembre par un sommet de l'ONU. Ces ODD envisagent notamment « un monde libéré de la pauvreté, de la faim (...) ». Un monde de respect universel des droits de l'homme et de la dignité



La banderole exposée par le Komité Éli devant le lazaret de la ravine à Jacques en hommage aux esclaves révoltés de la région de Saint-Leu en novembre 1811 : « yèr la vanzé, zordi sobatt ».

humaine (...). Un monde dans lequel l'humanité vit en complète harmonie avec la nature ».

Mais comme le dit le Père Stéphane, pour réaliser vraiment ces objectifs, « chaque citoyen que nous sommes est impliqué. Car c'est à la mesure où nous assumons notre responsabilité de peser sur nos dirigeants politiques qu'une véritable coopération internationale peut être dotée, en particulier, des moyens de coercition à l'égard des multinationales ». D'où l'importance de renforcer les liens « pour tisser la toile mondiale de la fraternité constituée d'élan de générosité et de solidarité ».

« Notre responsabilité à assumer devant l'histoire »

Des idées qui vont dans ce sens ont été exprimées le samedi 22 août dernier par Yvan Dejean lors d'une conférence des secrétaires de Sections du Parti Communiste Réunion-

nais. Le co-secrétaire général du PCR a mis l'accent, entre autres, sur les conséquences préoccupantes voire tragiques de trois phénomènes essentiels dans le monde : les émissions de gaz à effets de serre avec la croissance du réchauffement climatique ; la croissance démographique dans les décennies à venir ; et la barbarie de la mondialisation capitaliste, basée sur la loi du marché, de la compétition et du profit.

Il a donc expliqué à quel point il est important de lutter pour aider nos compatriotes comme tous les citoyens du monde à prendre conscience de l'importance de ces phénomènes et d'y faire face tous ensemble. « C'est notre responsabilité à assumer devant l'histoire », a conclu Yvan Dejean, en prônant le rassemblement le plus large possible des Réunionnaises et des Réunionnais pour atteindre ces objectifs par une nouvelle politique menée par notre peuple lui-même, libre, responsable et solidaire.

Roger Orlu

Oté

Pti pyé vaniy i fé dann laboratoir

Mi koné pa si konm moin zot la gingn la shans rogard in zémisyon dann télé I port dsi bann nouvo téknik. Dann so z'émisyon-la, i parl souvan dé foi bann problèm la roshèrch-dévolpman. Si ou lé in pé kiryé dé shoz, forséman sa i intèrès aou. Si ou i s'anfoutsa, forséman konmm di lo kont koz aou, koz pa ou, domin out fète.

Dann lo l'émisyon moin la vi té i amontr koman i fé in pyé la vaniy, dann in la boratoir. Zot i koné koman i plant la vaniy isi La Rényon ? Zot i koné i pran in boutir, i mète ali dann in bone tèr, bien rish avèk téro, i aroz bien é si ou na bone min ou na la shans ké lo boutir i pous. Défoi i pous, défoi i pous pa. Ou i sava pa rode pli loin k'sa... Sof ké na in pé i réisi san pour san fé pous z'ot boutir é an plis ké sa zot i vienbou protèz z'ot nouvo pyé kont bann mikrob, bann shanpignon é tout lo tablatir bann plant i ramass koméla.

Donk moin la vi banna travay dann in laboratoir pou fé bann pti pyé la vanille. Kan la fine fé, i mète sa dann in tib épi i vann ali : lo pyé lé fine pran, dann bon kondisyon é ou i pé plant ali san trakasé pars pou pousé li va pousé. Sof ké i fo ou nana in bon moné sansa rode in boutir é fé konm bann z'ansien la amontr anou.

La pa tousa, mé lé touzour intèrésan kan i fé dé shoz konmsa... Malérèzman na pi bonpé la vaniy koméla é lo bann zoli pti pyé na plis la shans artrouv azot dann in zardin demoun na lo pourkoi ké dan in karo in plantèr. Plis konm in plèzir ké konm in bon n'afèr par raport nout dévolpman ékonomik.

Justin

« Donn in pyé, i pran in karo ! » – in kozman pou la rout

In pyé avèk in karo, sa la pa lo mèm z'afèr. In pyé pistash avèk in karo pistash la pa la mèm shoz, konm in pyé kann avèk in karo kan. Kosa sa I vé dir ozis ? Sa I vé dir na désèrtin moun I ariv pa kontant azot avèk sak i donn azot, sansa avèk sak i lès azot fèr. Si ou i pran pa prékosion, i mont dsi out tête, é san tardé ou lé pi shé ou : i respèk pi out domènn privé ! Lo problèm ? Shakinn i donn son prop sans sak i apèl lo domènn privé. Désèrtin i donn in sans larz : donk lo moun i pé fèr in pé sak li vé par raport a ou. Pou d'ot, lo sans lé étroit vèy pa ! Par raport a zot, ou i koné pi kosa ou i pé fèr é kosa ou i pé pa san malkontant ali. Na mèm in pé i shanz zour pou zour : zordi ou i pé fèr tèl shoz, domin non, apré d'min oui. Kotoaye azot i vien in problèm san solisyon ! Pli pir k'in gran zékouasion matématik. Kosa zot I anpans ? Arien ditou ! Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant ni pé z'ète dakor rantre nou.